INTERVENTION DU SNUDI FO 34 LE 11 NOVEMBRE 2026

« Le ministre de l'Education Nationale a sorti une circulaire qui rend obligatoire dans toutes les écoles et établissements à partir du CM1, une cérémonie pour commémorer tous les « Morts pour la France » « quel que soit le conflit » dans les 4 jours suivant ou précédent le 11 novembre.
La circulaire explique que « l'École a pour mission de permettre aux élèves de devenir des citoyens conscients de partager une destinée commune ». Elle précise que cette cérémonie « participe de la cohésion nationale, dans un environnement international marqué par des formes renouvelées de conflictualité ».
Y est associé explicitement de faire appel à des « réservistes opérationnels » et à des « associations du monde combattant »
Cette circulaire est accompagnée d'un guide d'organisation de la cérémonie dans lequel est précisé que l'hommage concerne les morts d'hier et d'aujourd'hui.
Il s'agit donc d'un rituel militaire imposé dans les cours de récréation.
C'est la première fois depuis Vichy.
Le caractère obligatoire porte atteinte à la liberté pédagogique des enseignants et à la liberté de conscience de tous, notamment des élèves, majoritairement des mineurs.
La question de l'armistice elle, est reléguée au second plan.
Cette circulaire sort dans le contexte de discours, comme celui du général Mandon devant les maires, disant qu'il faudrait être prêts à « accepter le risque de perdre ses enfants et de souffrir économiquement »…
C'est aussi dans un contexte de suppressions massives de postes, où au nom de l'austérité et de la marche à la guerre, on ferme des classes à tour de bras, on entasse les élèves, on prive les élèves en situation de handicap des places et des AESH auxquels ils ont droit, et on dégrade les conditions de travail de tous les personnels.
Alors qu'une partie croissante du budget est déjà détournée dans l'armement.

Non, leurs guerres n'ont rien de glorieux, ce sont toujours des massacres où la population meurt pour des industriels comme disait Anatole France.
Car ce ne sont toujours pas les enfants des Trump, Netanyahou, Poutine, Zelensky, Macron, ou Merz ni de leurs amis milliardaires, qui vont perdre leur vie au front.

Aucun parent n'envoie son enfant à l'école pour qu'on lui apprenne à aimer la guerre, accepter de tuer ou de se faire tuer !

La mission des enseignants n'est pas de participer à la militarisation et à l'embrigadement de la jeunesse.
Nous refusons d'être utilisés, instrumentalisés au compte d'un gouvernement fauteur de guerre, et de marchands de canons !
Le rôle de l'École c'est d'instruire les jeunes pour en faire des citoyens libres, capables de réfléchir par eux-mêmes, pas d'organiser des cérémonies militaires pour leur bourrer le crâne avec une propagande guerrière, pas de préparer la jeunesse à accepter l'inacceptable !

Nous exigeons le retrait de la circulaire « 11 novembre » et l'arrêt de tous les dispositifs de militarisation de l'École !
Pas d'armée ni dans nos écoles, ni dans nos lycées, ni nos universités !

Si le ministre veut que les élèves acquièrent une « culture commune » historique, littéraire, scientifique leur permettant de comprendre le monde, qu'il réponde aux revendications des lycéens et des étudiants, à celle des personnels, qu'il abroge Parcoursup, qu'il annule les suppressions de postes, qu'il crée tous les postes nécessaires !
Et soyons nombreux le 20 novembre, aux côtés de milliers de jeunes à travers l'Europe, avec les syndicats, contre le génocide en Palestine, contre la guerre !
Par la grève, les blocages, résistance ! A bas la guerre ! »